

À propos de la guerre de Gaza

La violence n'est pas une fatalité, mais...

Jean-Marie MULLER *

La violence n'est pas une fatalité. Elle n'impose jamais d'elle-même ses lois. Mais dès lors que les hommes l'ont choisie, il devient fatal qu'ils subissent ses lois. Et celles-ci sont implacables. Inflexibles. Accablantes. Cruelles. Féroces. Immorales. Inhumaines enfin. Les conséquences de la violence sont scandaleuses. Horribles. Ignominieuses. C'est sa logique. Une logique froide qui ne se laisse pas contrarier par les cris d'indignation.

Simone Weil souligne que, dans *L'Iliade*, « les guerriers apparaissent comme les semblables soit de l'incendie, de l'inondation, du vent, des bêtes féroces, de n'importe quelle cause aveugle de désastre¹ ». *La violence*, en effet, est une cause aveugle de désastre. Elle agit comme un fléau de la nature. Il est dans la nature même de la violence d'être un mécanisme aveugle qui entraîne l'homme dans une fuite en avant vers l'horreur. Les hommes croient manier la violence, mais en réalité ils sont maniés par la violence. Elle les soumet et les instrumentalise à son seul service. Ils ont l'illusion de s'en servir, mais ils la servent. Entre l'homme et l'acte violent, il ne demeure aucune distance. Or, seule la distanciation permet la conscience. Dans la brutalité de la violence, il n'y a pas de place pour la pensée. Et « où la pensée n'a pas de place, la justice ni la prudence n'en ont. C'est pourquoi ces hommes armés agissent durement et follement². » Alors même, note encore Simone Weil, que « je ne veux infliger à l'ennemi qu'un dommage limité, (...) je ne puis, car l'usage des armes enferme l'illimité³ ». Paul Valéry a, lui aussi, mis en évidence l'engrenage aveugle de la violence : « La violence, écrit-il, se connaît à ce caractère qu'elle ne peut choisir : on dit fort bien que la colère est aveugle ; une explosion ou un incendie affecte un certain volume et tout ce qu'il contient. C'est donc une illusion de ceux qui imaginent une révolution ou une guerre comme des solutions à des problèmes déterminés que de croire que le mal seul sera supprimé⁴. »

Le discours récurrent des commentateurs politiques patentés de la guerre de Gaza – les experts comme les hommes politiques comme les journalistes – a été de répéter à n'en plus finir que l'action militaire de l'État d'Israël était « disproportionnée ». En disant cela, ils affichent le contentement de détenir une belle et grosse vérité. Une vérité incontestable. Et forts de cette vérité, ils invitent Israël à faire preuve de « modération ». Mais aussi bien cette constatation que cette invitation ne sont d'aucune utilité pour avoir prise sur les événements. Ceux-ci s'en moquent éperdument. En réalité, les commentateurs ignorent ce qu'ils étaient censés commenter. Ils ignorent la nature même de la violence qui est caractérisée par son immodération.

¹ Simone Weil, *La source grecque*, Paris, Gallimard, 1953, p. 32.

² Ibid., p. 21.

³ Simone Weil, *Cahiers III*, Paris, Plon, 1956, p. 47.

⁴ Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Gallimard, Coll. Idées, 1962, p. 86.

Certes, à l'évidence, les moyens militaires d'Israël sont « disproportionnés » par rapport à ceux du Hamas. Les bombardements aériens sur Gaza sont « disproportionnés » par rapport aux tirs de roquettes sur Israël. Les morts palestiniennes sont « disproportionnées » par rapport aux morts israéliennes. Mais il est dérisoire et il est vil de brandir la comptabilité des morts pour faire valoir un quelconque argument. Chaque meurtre est une violence disproportionnée. Illimitée. Les lois de la violence n'ont pas le sens de la proportion. Elles privilégient la démesure. La violence se sert de tous les moyens qui sont à sa portée. Ce qui se passe est très simple : la violence d'Israël est proportionnée à sa capacité de violence de la même manière que la violence du Hamas est proportionnée à sa capacité de violence. Cédant à la pure logique de la violence, chacun fait du mieux qu'il peut. Car le désir de violence est pareillement ardent de part et d'autre. Et c'est nécessairement le pire qui arrive. Chacun court à sa propre destruction. Au suicide. Cela ne signifie en aucune manière que le conflit est symétrique. Il est parfaitement a-symétrique par le fait même que, depuis plus de soixante ans, le peuple palestinien est l'opprimé et que l'État d'Israël est l'opresseur. C'est à ce niveau que se situe la grande disproportion. L'a-symétrie est essentiellement politique.

Après avoir rencontré les principaux responsables politiques israéliens, Nicolas Sarkozy a déclaré lors d'une conférence de presse faite à Damas le 6 janvier 2009 : « Je leur ai dit que les violences devaient cesser au plus vite. » Bien sûr ! Mais qui pouvait-il convaincre par des propos d'une telle platitude ? Il ne s'agissait là que de vaines paroles sans aucune portée. C'est avec la plus grande perspicacité que Pétillon, dans un dessein publié le 7 janvier 2009⁵, représente Nicolas Sarkozy qui court du plus vite qu'il peut en disant : « Il faut obtenir un cessez-le-feu avant la fin de l'offensive ! » Malheureusement, le cessez-le-feu ne surviendra qu'après la fin de l'offensive.

De même, la résolution 1860 votée le 8 janvier 2009 par le Conseil de sécurité des Nations unies manque de toute crédibilité politique. Le texte « appelle à un cessez-le-feu immédiat, durable et entièrement respecté. » Il « demande aux États membres d'intensifier leurs efforts pour prendre des dispositions et des garanties qui assureront à Gaza un cessez-le-feu durable et calme ». En réalité, tous les appels au cessez-*le-feu* prodigués depuis le début des hostilités ne pouvaient que rester lettre morte. La violence en effet est un feu. Le feu n'est jamais une fatalité. Mais, une fois allumé, le feu est intraitable. À quoi sert-il, devant un incendie, de supplier le feu de cesser de brûler ? Le feu brûle à satiété. Les protestations morales, les indignations vertueuses, les exorcismes incantatoires demeurent sans la moindre efficacité. Ils tombent dans le vide. Cependant, il ne convient surtout pas de se résigner à la tragédie, ni de refouler son émotion et sa révolte. La manifestation la plus juste est la manifestation silencieuse en signe de deuil. À quoi sert-il d'aller dans les rues crier sa colère, voire sa haine de l'ennemi ? Ces cris sont dé-placés. Ils prennent part eux-mêmes au processus de violence. Ils sont encore des paroles de guerre. Ils serrent un peu plus le nœud du conflit qu'il faudrait dénouer. Ce dont l'humanité malade de la violence a en mourir a besoin, ce sont des paroles de paix. Des paroles d'humanité.

La question du tir de roquettes se trouve au centre des controverses passionnelles qui entourent cette guerre. La propagande israélienne n'a cessé de répéter depuis le début des hostilités que l'État d'Israël ne faisait que défendre ses citoyens contre les roquettes palestiniennes. Si nous nous plaçons du point de vue des civils israéliens visés par ces tirs, l'honnêteté intellectuelle nous conduit à reconnaître la part de vérité de cette assertion. Et il semble bien que la très grande majorité des Israéliens partagent ce point de vue, y compris beaucoup de ceux qui appartenaient naguère au « camp de la paix ». Il y a là un fait incontournable. Pour leur part, les responsables du Hamas n'ont cessé de dire que le tir des roquettes était le seul moyen dont ils disposaient pour lutter contre le blocus de Gaza qui affame un million et demi de civils. Si nous nous plaçons du point de vue des habitants de Gaza nous devons également reconnaître la part de vérité de cette assertion. Pour autant, ces parts de vérité ne sont pas toute la vérité. Deux demi-vérités ne forment pas une vérité, mais finissent par devenir deux contrevérités.

D'une part, les tirs de roquettes palestiniennes ne sauraient fournir la moindre justification intellectuelle et morale aux actions militaires punitives menées par l'armée d'Israël à Gaza. Celles-ci

⁵ *Le Canard enchaîné*, 7 janvier 2009.

doivent au contraire être clairement identifiées comme des crimes de guerre. Mais, d'autre part, les tirs de roquette sur le territoire israélien violent *aussi* le droit international – je n'ai pas dit également, je n'ai pas dit pareillement, je n'ai pas dit semblablement, j'ai dit *aussi*... Ce n'est pas une question de proportion, mais de principe. Le 30 décembre 2008, l'organisation de défense des droits de l'Homme *Human Rights Watch* a publié un communiqué dans lequel il est affirmé : « Les tirs de roquettes visant des zones habitées par des civils ayant pour but de blesser et de terroriser les Israéliens ne sont en aucun cas justifiables, quelle que soit l'action menée par Israël dans la bande de Gaza. » Il est précisé : « Utiliser systématiquement et délibérément des armes à effet indiscriminé dans des zones à population civile constitue un crime de guerre. » (L'organisation précise que depuis 2005, 19 civils israéliens ont été tués, y compris les quatre personnes qui ont perdu la vie dans les affrontements actuels jusqu'à la date du 2 janvier 2009.) Ce positionnement est le seul tenable au regard du droit international auquel se réfèrent ceux-là mêmes qui condamnent les exactions de l'armée israélienne. Il est le seul possible au regard du respect des droits de l'Homme. Ceux qui entendent négliger la capacité de nuisance des roquettes palestiniennes sous prétexte que celle-ci est « disproportionnée » par rapport à la capacité de nuisance des bombes israéliennes sont tout simplement irresponsables. Il n'est pas vrai que les roquettes ne tuent pas. Elles tuent et elles menacent de tuer. Notons que le Président Mahmoud Abbas a clairement désavoué le Hamas, mais ce désaveu n'est probablement qu'un épisode de la rivalité qui oppose les deux camps palestiniens.

Si l'on quitte le registre du droit pour se situer sur celui de l'efficacité, il apparaît clairement que ces tirs de roquettes constituent une grave erreur stratégique de la part des dirigeants du Hamas. L'un des principes essentiels de la stratégie est, avant toute décision, d'apprécier, de prévoir et d'anticiper les réactions de l'adversaire afin de s'assurer que les coûts qu'il est en mesure de nous faire payer seront moindres que les bénéfices que nous pouvons raisonnablement escompter. *Pour lutter contre leur oppression, c'est un impératif catégorique pour les opprimés de déjouer la répression des oppresseurs.* De ce point de vue, nul ne pouvait douter que la reprise des tirs de roquettes ne pourrait que provoquer une violence extrême de la part de l'armée israélienne dont tous les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie seraient les victimes. C'est précisément la prise en compte de la disproportion – nous y revenons... - entre les moyens militaires d'Israël et ceux du Hamas qui aurait dû convaincre les dirigeants palestiniens à renoncer à se situer sur le terrain de la violence. Dès lors, la décision du Hamas apparaît bien comme une erreur fatale. Irresponsable. Cette *erreur palestinienne* ne justifie en rien la *faute israélienne*. Mais elle permet à Israël de prétendre, de laisser croire et, dans une large mesure, de faire croire que son action est justifiée.

Au demeurant, la supériorité militaire *écrasante* d'Israël, si elle lui permet d'accumuler les destructions et les morts à Gaza, ne peut certainement pas lui permettre de gagner la paix. Ce qui rend une guerre juste, ce n'est pas une cause juste, mais une paix juste. « Une victoire, écrit Simone Weil, est plus ou moins juste non pas en fonction de la cause qui a fait prendre les armes, mais en fonction de l'ordre qui s'établit une fois les armes déposées. L'écrasement du vaincu est non seulement toujours injuste, mais aussi toujours funeste à tous, vaincus, vainqueurs et spectateurs. » Quand les armes se tairont à Gaza – car elles finiront pas se taire... -, ce n'est pas l'ordre qui régnera mais un immense désordre.

Cette guerre n'est pas la continuation de la politique par d'autres moyens que ceux de la diplomatie, mais son interruption. L'État d'Israël invoque son droit à défendre la sécurité de son peuple. Mais, dans la mesure même où cette fin est légitime, les moyens de la violence mis en œuvre non seulement la pervertissent, mais ils l'effacent et viennent se substituer à elle. Ce renversement du rapport entre le moyen et la fin conduit à ce que le moyen tienne lieu de la fin. La violence est recherchée pour elle-même. Elle devient un mécanisme aveugle de destruction, de dévastation et de mort. Israël ne protège pas sa population, mais il agresse le peuple palestinien. Et, ce faisant, il se détruit lui-même.

Ce qui caractérise essentiellement cette guerre, c'est que non seulement elle n'ouvre aucune perspective politique vers la résolution du conflit qui oppose depuis plus de soixante ans les deux peuples adverses, mais que, pour l'heure, elle les ferme toutes. Lors de sa conférence de presse faite à Damas le 6 janvier 2009, Nicolas Sarkozy a plaidé en faveur de « l'ouverture rapide de perspectives pour reprendre le chemin des négociations de paix ». Dans un tel contexte, de tels

propos manquent de tout réalisme. Ils sont véritablement surréalistes. La cause de cette guerre c'est que précisément, toutes ces dernières années, il n'y a pas eu de réelles négociations de paix. Si le Hamas a gagné les élections parfaitement démocratiques de janvier 2006, c'est d'abord parce que les Palestiniens ont voulu sanctionner l'échec politique du Fatah qui n'a strictement rien obtenu en prétendant négocier avec Israël. Tout, sur le terrain, apportait le plus cinglant des démentis aux prétendues avancées diplomatiques obtenues sur le papier. Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, ne préside plus rien et n'a plus aucune autorité. Ses embrassades avec le Premier ministre israélien sont devenues indécentes.

Il fallait que Nicolas Sarkozy manque singulièrement de discernement politique et ignore tout de la réalité du terrain pour pouvoir affirmer le 23 juin 2008, à l'occasion de sa visite officielle dans les territoires palestiniens : « Je crois à la paix, je crois à la fin de ce conflit qui n'a que trop duré et par conséquent, je crois à l'objectif proche d'un accord sur le statut final. Cette paix est aujourd'hui à portée de main. (...) La France veut encourager les gouvernements palestinien et israélien à poursuivre résolument les négociations et à aller de l'avant en vue d'un règlement final avant la fin de l'année 2008⁶. » Une telle langue de bois diplomatique, non seulement ne dit pas la vérité, mais elle empêche de la voir et de la comprendre. Elle est un déni de la réalité.

De même, on peut toujours répéter que la solution du conflit consiste dans la création d'un État palestinien viable et souverain dans les « frontières » de 1967 avec Jérusalem-est comme capitale. Cela finit par devenir pur psittacisme. Le fait est que la situation réelle sur le terrain rend un tel projet de plus en plus irréalisable.

Dans la même déclaration, Nicolas Sarkozy affirmait à propos du Hamas : « Il n'y a aucune relation politique, aucune négociation, aucun pourparler entre la France et le Hamas. Le gouvernement français n'entend pas se départir de sa position, qui est aussi celle de la communauté internationale, et qui veut qu'aucun dialogue ne sera possible avec le Hamas tant que celui-ci n'aura pas respecté les trois conditions du Quartet et au premier chef la renonciation à la violence et la reconnaissance d'Israël. » Et le Président français ne se rendait pas compte qu'en disant cela, il énonçait l'une des raisons majeures pour laquelle précisément il ne pouvait pas y avoir d'accord de paix. Une telle position est parfaitement intenable, totalement insensée. En définitive criminelle. S'il m'était possible de parler un langage politiquement fort incorrect, j'oserais faire remarquer que la France accepte bien de dialoguer avec l'État d'Israël sans exiger de lui qu'il renonce préalablement à la violence... Mais je n'oserai pas. Il n'y aura pas de processus de paix en Palestine tant qu'on refusera de parler avec le Hamas. La faute politique majeure, qui explique aujourd'hui la guerre de Gaza, c'est précisément d'avoir refusé tout dialogue avec le Hamas après sa victoire électorale de janvier 2006. Sur cette question, l'Europe n'aurait jamais dû s'aligner sur la politique des États-Unis et, le cas échéant, la France n'aurait jamais dû s'aligner sur la politique de l'Europe. Ce refus de tout dialogue ne pouvait qu'enfermer le Hamas dans la position la plus extrémiste. C'était perdre l'occasion unique de permettre à cette organisation de renoncer à la violence et de choisir elle-même une voie politique pour approcher le conflit.

Au-delà des considérations électoralistes qui sont certainement celles des dirigeants israéliens, au-delà de la volonté de réparer l'échec de *Tsahal* (l'armée israélienne) lors de la guerre du Liban de 2006, le but réel de cette guerre est certainement d'éliminer définitivement le Hamas de la scène politique palestinienne. Par rapport à cet objectif, les tirs de roquettes deviennent en effet un prétexte. Mais, de ce point de vue, on peut d'ores et déjà gager qu'Israël a perdu la guerre.

J'ai l'intime conviction que seul le renoncement à la violence par les Palestiniens permettrait de créer un véritable processus de paix. J'ai conscience que, pour l'heure, ce choix n'est pas probable. À terme, il pourrait apparaître comme le seul possible⁷. Et ce choix ouvrirait alors un espace pour la mise en œuvre des méthodes de la résistance non-violente, seules sources d'espérance et d'humanité.

⁶ Entretien avec le quotidien *Al-Quds*, 23 juin 2008.

⁷ J'ai développé longuement cette possibilité dans un texte précédent intitulé *Le meurtre est la question posée, Les Palestiniens et les Israéliens face au défi de la violence* (consultable sur le site du MAN)

L'une des conséquences probables de cette guerre est de susciter en France des réactions identitaires et communautaires au sein de la population musulmane et de la population juive qui s'expriment par des actes de violence. Seul le refus de l'engrenage des violences là-bas comme ici de la part des citoyens épris de justice permettra de sauvegarder le vivre ensemble de tous dans une France multiculturelle.

Penser la violence, c'est la reconnaître comme inhumaine, comme la négation et le reniement de l'humain dans l'homme. Ce qui se passe à Gaza n'est pas une catastrophe humanitaire, mais une catastrophe humaine. C'est une défaite de la civilisation. Les ruines des maisons de Gaza mais *aussi* des maisons de la ville de Sdérot en Israël sont les ruines de l'humanité de l'homme. Dans de telles circonstances, il devient dérisoire de prétendre que ce sont les principes du droit international et les lois de la guerre qui sont violés. Ce sont en réalité les lois de l'humanité qui sont niées. Les conséquences de cette guerre sont déjà incalculables. Les blessures intimes qu'elle aura provoquées au sein des deux peuples ennemis seront longtemps inguérissables. Combien de haines ravageuses à travers le monde ? Combien de rancœurs parmi les musulmans ? Combien d'amertumes parmi les arabes ? Combien d'enfances fracassées ? Et, parmi elles, il faut comprendre les enfances des soldats israéliens. Combien de larmes et de souffrances dans le cœur des femmes ? Combien de traumatismes profonds parmi les guerriers lorsqu'ils s'apercevront qu'ils sont couverts de honte et non de gloire ? Nul ne le saura jamais.

Le 14 janvier 2009

** Jean-Marie Muller est le porte-parole national du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN, email : man@nonviolence.fr ; site : www.nonviolence.fr). Philosophe et écrivain, il est l'auteur du Dictionnaire de la non-violence (Le relié Poche).*